

# TOUS NOS VŒUX POUR CETTE ANNÉE NOUVELLE

## pas une minute à perdre

Très beaux témoignages de femmes en luttés que ceux entendus au Zénith ce mardi 23 janvier. Des femmes debout qui veulent de véritables changements, des femmes citoyennes du monde qui, à la veille d'échéances électorales majeures, se mobilisent en faveur de Marie-George Buffet.

Ambiance festive, combative, dans un Zénith bondé, fraternel, qui vibrait d'une même énergie, du partage de valeurs communes.

Le discours de Marie-George a répondu à l'attente des participantes et des participants, on y entendait avec plaisir son engagement féministe, sa volonté de lutter contre toute domination sexiste, sa détermination à battre la droite et à réussir à gauche.

## Éminisme Communiste

Propositions précises avec moyens pour les réaliser, le lancement de la campagne est bien parti.

À nous d'amplifier la dynamique en étant toutes candidates, en multipliant les débats publics dans les quartiers, dans les facultés, dans les entreprises, en faisant signer des milliers d'appels à voter Marie-George Buffet.

commission

**Droits des femmes/féminisme**

### JANVIER 2007

Activité de la commission nationale  
Assises pour une sécurité d'emploi  
et de formation Page 2

Activité des collectifs départementaux  
Touraine : on affiche le féminisme  
Alpes-Maritimes : une campagne féministe Page 3

Activité des parlementaires  
Projet de loi sur la parité Page 4

Activité de la commission nationale  
Droit à l'IVG : communiqués Page 5

Agenda Page 6

Mettons en place des plans de campagne avec de multiples initiatives en direction des femmes, rencontres d'appartements autour d'un café, sorties des écoles.

Faisons converger toutes ces rencontres, vers une grande initiative le 11 mars, sous un chapiteau, dans un quartier populaire de Région Parisienne.

Ce sera notre façon, cette année, de célébrer le 8 mars, journée internationale des femmes.

Ce sera notre façon de rassembler autour de Marie George de nombreuses femmes qui luttent, qui se rebellent contre l'ordre établi, qui veulent changer la donne le 22 avril 2007.

Pas une minute à perdre, la campagne est lancée, et de bien belle manière.

**Laurence Cohen**



# ASSISES RÉGIONALES ET NATIONALES pour une sécurité d'emploi et de formation

**Nous vous avons fait part dans le bulletin du mois de novembre de notre souhait de rencontrer le collectif de travail qui met en œuvre les assises régionales et nationale pour une “sécurité d'emploi et de formation”.**

**L'audition s'est déroulée en présence  
d'Alain Obadia, Alain Morin, Pascal Borrelli, pour la commission Emploi  
et Laurence Cohen, Gaëlle Abily et moi-même  
pour la commission Droits des femmes/féminisme.**

Tout le monde convient que les premières assises qui se sont tenues font apparaître un déficit de la dimension “égalité homme/femme au travail”.

Nous avons rappelé combien les femmes étaient au cœur des dispositifs de précarité et qu'il était aussi indispensable que les assises portent l'égalité en matière de formation, de salaires, de critères d'embauche et de sécurité dans l'emploi.

Laurence a beaucoup insisté sur l'objectif de transversalité dans les travaux des commissions. Elle a rappelé que les discriminations et les comportements sexistes constituaient des freins au développement de la société et que la condition des femmes dans l'emploi devait être prise en compte dans les assises pour une “sécurité d'emploi et de formation”.

Gaëlle a pour sa part témoigné de son expérience d'élue régionale et des combats qu'elle porte concernant l'application d'une charte pour l'égalité. Cette charte signée par les partenaires sociaux implique par exemple que l'octroi des fonds publics ne sont accordés aux entreprises que s'il y a un véritable plan d'égalité homme/femme mis en œuvre au sein de l'entreprise.

Un accord s'est dégagé pour faire converger les batailles et porter des propositions spécifiques et coercitives pour aller vers une égalité réelle, d'autant que les assises devraient déboucher sur une proposition de loi.

Il est donc proposé de nourrir la commission *Emploi* d'éléments concernant l'activité professionnelle des femmes et d'encourager les participantes à porter cette question dans les différents ateliers qui ont lieu au cours de ces assises.

D'autres objectifs ont été retenus : nourrir le matériel des aspects égalité ; modifier le titre des assises pour rendre plus lisible notre position concernant l'égalité.

Organiser une rencontre avec les conseillers régionaux chargés des questions économiques.

Élisabeth Ackermann

### En Touraine

#### on affiche le féminisme

Le collectif féministe/droits des femmes du département a engagé plusieurs initiatives pour faire un état des lieux sur la situation des femmes et décider ensemble des actions à mener, ainsi :

- le 14 décembre, soirée en partenariat (plus de 100 personnes) après le film de Carré, *J'ai très mal au travail*, débat constructif sur le thème : les souffrances au travail, avec la participation d'une amie médecin du travail et Marilyn Baldeck de l'AVFT.
- le 11 janvier 2007, soirée en partenariat (bonne participation) sur le thème : *L'économie a-t-elle un sexe ?*  
L'indifférenciation des sexes, sous couvert d'universalisme, dissimule les effets économiques de la subordination des femmes dans la famille, la société et les institutions publiques. Rappelons leur situation en France : 51 % des habitants, 45 % de la population active déclarée, 80 % des travailleurs pauvres (percevant moins de 612 euros par mois) malgré un niveau de formation supérieur à celui des hommes. Un tiers de la masse annuelle des salaires va aux femmes et deux tiers aux hommes. La comptabilité reflète notre système social. Pour aboutir à une réelle égalité entre les hommes et les femmes, ne faudrait-il pas penser et agir autrement ?
- le 8 février 2007, la presse féminine : *Quels reflets des femmes et reflets de quelles femmes ?* débat animé par Mona Chollet et Géraldine Ledigol, journaliste à *Clara magazine*.

Élisabeth Maugars

### dans les Alpes-Maritimes

#### une campagne féministe

Le collectif féministe du PC 06 s'est réuni 15 janvier 2007, toutes les adhérentes directes du collectif étaient présentes.

Cette participation importante est en lien avec les enjeux et l'urgence de la mobilisation. Nous avons décidé d'être très présentes et visibles en tant que féministes durant toute la campagne. Nous sommes très sensibles aux positions clairement portées par Marie-George Buffet et nous lisons attentivement ses prises de position et écoutons ses interventions, nous pensons que le soutien ouvert et entier qu'elle porte à la cause des femmes et contre les inégalités doivent être relayés par nos collectifs afin de faire du droit des femmes et du féminisme un enjeu des élections

d'autant que nous avons en face des idées rétrogrades et familialistes dangereuses pour nous toute. Cela dit, pas de campagne sans matériel. Il serait indispensable de pouvoir compter rapidement sur un matériel féministe national.

Les sujets qui nous intéressent : IVG contraception pour toutes et gratuité ; logement social avec une réponse efficace et rapide pour les femmes en situation de détresse ; égalité salaire, retraite, temps partiel imposé ; loi cadre contre les violences ; solidarité avec les femmes victimes de violences sexistes dans le monde ; égalité des droits quels que soient les choix sexuels ; laïcité ; etc.

Colette Mò

## PROJET DE LOI SUR LA PARITÉ

### “l'éléphant a accouché d'une souris”

« L'admission des femmes à l'égalité parfaite serait la marque la plus sûre de la civilisation, et elle doublerait les forces intellectuelles du genre humain », disait Stendhal. Victor Hugo, quant à lui, s'exprimait ainsi : « Une moitié de l'espèce humaine est hors de l'égalité, il faut l'y faire rentrer : donner pour contre-poids au droit de l'homme le droit de la femme ». On aurait pu croire qu'un siècle après, la France, 6ème puissance économique mondiale, aurait permis aux femmes d'occuper la place qui leur revient, tout naturellement...

Or nous en sommes loin et l'exemple de la place des femmes au sein de notre parlement, occupant le 84ème rang mondial, derrière certains pays considérés comme moins démocratiques est rédhibitoire. Aujourd'hui encore, dans notre pays qui se dit progressiste et censé se caractériser par son engagement à l'égard des droits et libertés, les femmes doivent continuer de lutter pour préserver leurs acquis, améliorer leur condition de vie et accéder à l'équité. Si la loi de 2000 sur la parité a permis certaines avancées et révélé que oui, les femmes s'intéressent à la politique, la parité est loin d'être acquise !

Il aura fallu attendre le mois de décembre 2006, et encore, sous la pression des délégations aux droits des femmes du Sénat et de l'Assemblée nationale, pour que le gouvernement consente à déposer un projet de loi de dernière minute à ce sujet.

Mais, alors que les délégations aux *Droits des femmes* du Parlement, à travers la tenue de multiples auditions, élargies et hétéroclites, mêlant des professionnels, des représentants d'associations d'élu-e-s, des élu-e-s de toutes sensibilités, l'ensemble des partis politiques mais aussi des associations féministes, avait échangé sur nombreuses propositions innovantes et pertinentes, le texte que le gouvernement nous a soumis est à minima ! Ce texte avance des propositions, certes nécessaires, mais qui restent consensuelles : renforcement des sanctions financières, extension de l'obligation de parité à l'élection des exécutifs municipaux et régionaux et institution des suppléants des conseillers généraux obligatoirement de sexe opposé.

Et quand le groupe CRC du Sénat a relayé, par le dépôts d'amendements, les propositions issues des débats de la délégation sénatoriale, telles que la création d'un véritable statut de l'élu-e-, le non cumul des mandat, l'instauration de la proportionnelle aux élections municipales, cantonales et sénatoriales, ou encore l'extension du mode de scrutin des communes de plus de 3 500 habitants aux communes de moins de 3 500 habitants... le gouvernement et sa majorité les ont toutes balayées d'un revers de main !

Au final, et alors que ce sont bien de véritables changements dont notre pays a besoin pour permettre aux femmes de parvenir à l'égalité dans la reconnaissance de leurs différences, que ce soit en matière sociale, professionnelle ou politique, ce texte est une coquille vide !

Annie David

sénatrice

membre de la délégation *Droits des femmes* du Sénat



## droit à l'IVG

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**solidarité avec les femmes portugaises**

**OUI à la dépénalisation de l'avortement**

À l'appel de la Coordination portugaise de la *Marche mondiale des femmes*, Laurence Cohen, responsable de la commission *Droits des femmes/féminisme* du PCF et les femmes communistes solidaires de tous les combats des femmes pour leurs droits à l'égalité, participeront et appellent à participer au rassemblement le 18 janvier 2007 pour soutenir le OUI au référendum portugais pouvant autoriser la dépénalisation de l'avortement qui aura lieu le 11 février au Portugal.

Par notre solidarité féministe, européenne et internationale, nous sommes du côté du combat des femmes portugaises pour faire avancer leurs droits et faire progresser la démocratie partout en Europe, car il n'y a pas de véritable démocratie sans liberté pour les femmes.

Paris le 17 janvier 2007

### **adresse des femmes polonaises concernant l'évolution de la situation à propos de l'avortement**

Vous avez activement soutenu l'action des militant-e-s polonaise-e-s du mouvement *Pro Choice* contre l'interdiction de l'avortement en Pologne. Grâce à votre soutien, l'amendement à la Constitution polonaise interdisant totalement l'avortement n'a pas été voté. Mais la menace perdure.

Cependant, entre temps, les militant-e-s sont passés à la vitesse supérieure : depuis le 16 novembre ont eu lieu 3 manifestations devant le Parlement polonais, au cours desquelles les militantes ont brandi des pancartes portant l'inscription : *J'ai avorté*.

Depuis, le mouvement *Pro Choice* prépare la suite de cette action "Coming out" dans la presse.

Le nouvel hebdomadaire de gauche *Trybuna Robotnicza* va publier le 1er février une "Une" avec le nom, la photo et la déclaration de 43 femmes, connues et moins connues, qui vont déclarer avoir avorté et soutiennent le droit à l'IVG.

Le mouvement *Pro Choice* en Pologne demande à toutes ses alliées de soutenir cette action en la médiatisant à partir du 1er février.

Je vous enverrai plus d'informations très bientôt.

Cordialement,

**Monika Karbowska**

Maison des Femmes de Paris  
163 rue de Charenton 75012 Paris  
tél/fax : 01 43 43 41 13  
site : <http://maisondesfemmes.free.fr>  
courriel : [maisondesfemmesdeparris@wanadoo.fr](mailto:maisondesfemmesdeparris@wanadoo.fr)

COMMUNIQUE DE PRESSE

**En réaction à la manifestation des anti-contraception et anti IVG à laquelle participait Philippe de Villiers dimanche 21 janvier.**

Une nouvelle fois, les adeptes de l'ordre moral manifestent ce dimanche pour le droit à la vie et contre la liberté et l'autonomie des femmes. Alors que nous manifestions avec de nombreuses associations féministes le 18 janvier devant l'ambassade du Portugal en solidarité avec les femmes portugaises pour qu'elles obtiennent la dépénalisation du droit à l'avortement, ici, dans la France du 3ème millénaire, on autorise le Collectif *30 ans ça suffit*, fervent défenseur du système patriarcal, à manifester contre le droit à l'avortement.

Nous nous insurgons et rappelons que le droit à la maternité choisie est un droit conquis de hautes luttes et qu'il doit être respecté. Droit qui par ailleurs n'a pas empêché le taux de natalité à progresser en France.

Paris le 20 janvier 2007

Laurence Cohen

27 janvier

Commission nationale *Droits des femmes/féminisme*, au CN, de 14 à 17h

8 mars

Journée internationale *Droits des femmes*

11 mars

Initiative avec Marie-George Buffet : *À la rencontre des femmes dans un quartier populaire, sous chapiteau, dans le cadre de la Journée Internationale Droits des femmes*

24 mars

Manifestation nationale co-organisée avec les mouvements féministes pour l'application de la loi-cadre contre les violences faites aux femmes

la brochure reprenant l'intégralité de la loi cadre contre les violences est éditée, elle est disponible au prix de 7 euros auprès de Élisabeth Ackermann  
eackermann@pcf.fr  
ou 01 40 40 11 74 ou 12 27  
ou 06 07 33 95 41

## Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti. Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès d'Élisabeth Ackermann, au 01 40 40 11 74 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous.

## BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

Fédération : \_\_\_\_\_  
nom et adresse

Camarade qui passe commande : \_\_\_\_\_  
nom et prénom, téléphone

nombre

\_\_\_\_\_ tee-shirts - taille small à 10 euros = \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ tee-shirts - taille large à 10 euros = \_\_\_\_\_

Total commande : \_\_\_\_\_

ci-joint : règlement \_\_\_\_\_